

« Organiser un événement culturel revient à jouer à la roulette russe avec son compte en banque »

Dans une tribune adressée au « Monde », Jack Lang et des personnalités de la culture dénoncent le fait que les pouvoirs publics facturent désormais de façon discrétionnaire les coûts liés à la sécurité des spectacles.

LE MONDE | 19.09.2017 à 13h12 | Par un collectif de personnalités de la culture

Tribune. Quand le gouvernement de [Nicolas Sarkozy](#) prend, en 2010, un décret autorisant les services de l'Etat à [facturer](#) l'intervention des services des forces de l'ordre sur des manifestations publiques, celui-ci ne vise que les très grands rassemblements, principalement les matchs de foot qui génèrent beaucoup d'argent et pour lesquels la collectivité doit [assumer](#) des coûts importants en matière de maintien de l'ordre.

Mais depuis deux ans, dans le [contexte](#) d'état d'urgence, cette facturation s'étend progressivement à de plus en plus de manifestations culturelles et de festivals de [musiques](#) actuelles, surtout les événements électro.

En plus de [poser](#) de sérieuses questions sur le rôle de l'Etat et la place de la [culture](#) dans notre pays, cette pratique en prenant de l'ampleur est devenue une source d'instabilité économique et juridique pour ceux qui font [vibrer](#) le public français.

Le « devis » des gendarmes

Si les organisateurs déposent plusieurs mois à l'avance leurs dossiers de sécurité en préfecture, les « devis » des gendarmes ne leur sont adressés que quelques jours avant la date de la manifestation. Pouvant se [chiffrer](#) en dizaines de milliers d'euros, ces factures mettent en danger l'équilibre financier de projets souvent fragiles d'autant plus qu'il n'existe aucun moyen d'anticiper leur montant.

LES
PRÉFECTURES
PEUVENT
[PRONONCER](#)
UNE INTERDICTION
SANS [AVOIR](#)
À LA JUSTIFIER
RÉELLEMENT

Ce « prestataire » atypique, service déconcentré de l'Etat, est à la fois juge et partie. Aucune contestation ni mise en concurrence n'est possible. La préfecture décide unilatéralement du niveau de la prestation dont le montant doit obligatoirement [être](#) accepté et payé d'avance à 60 %. Si le « client » conteste le « devis », le préfet-prestataire peut [décider](#) d'interdire la manifestation ou [imposer](#) d'autres dépenses de sécurité. Les risques sont grands pour qui oserait [protester](#) auprès d'une autorité au [pouvoir](#) discrétionnaire en matière de sécurité et c'est l'omerta sur les montants facturés.

Dans un contexte d'état d'urgence et de budgets restreints, les préfectures peuvent prononcer une interdiction sans avoir à la [justifier](#) réellement.

[Organiser](#) un événement culturel équivaut à [jouer](#) à la roulette russe avec son compte en banque. Si certaines multinationales du live peuvent [absorber](#) de tels coûts, les acteurs indépendants et associatifs doivent parfois [faire](#) des coupes importantes dans leur budget artistique, ou [jeter](#) l'éponge.

Une facturation « à la tête du client »

Encore plus surprenant, les montants facturés varient selon les préfectures et les organisateurs. Selon l'application plus ou moins scrupuleuse des directives ministérielles par la préfecture, selon le soutien des élus locaux et la lecture du [projet](#) culturel en question par les gendarmes, on constate des écarts de 1 à 10 pour des manifestations équivalentes.

Une étonnante facturation « à la tête du client » qui fait s'interroger sur le

LA CULTURE ET
LA FÊTE SONT
LES PREMIÈRES
CIBLES
DES TERRORISTES
EN EUROPE

sens de l'Etat. La cour des comptes pointait récemment dans un rapport confidentiel (*Le Point*, 8 juin 2017) l'absence de prise en charge du coût des 400 CRS mobilisés par le Printemps de Bourges alors que les gendarmes bretons réclamaient 12 000 euros pour une fête techno amateur de 2 000 personnes dans la campagne finistérienne.

Le décret sur lequel se basent ces facturations précise qu'elles peuvent avoir lieu « *lorsque les interventions des forces de l'ordre ne peuvent être rattachées aux obligations normales incombant à la puissance publique en matière de sécurité et d'ordre publics* ». La culture et la fête sont les premières cibles des terroristes en [Europe](#) et pourtant ce sont les acteurs visés qui doivent autant en [supporter](#) les conséquences.

Créer un cadre légal précis

Fragilisés par la baisse de fréquentation post attentats en 2015 et le doublement des dépenses sécurité en dix ans, les acteurs culturels sont victimes d'une « double peine ». Ils sont pourtant des moteurs essentiels de la vie culturelle, créateurs d'opportunités économiques non négligeables et d'[emploi](#) non délocalisables. Pourtant Culture et Tourisme pèsent 18 % du PIB.

DES DÉCISIONS
ADMINISTRATIVES
DONT
LES CONSÉQUENCES
SE MESURENT
PARFOIS EN
MILLIONS
D'EUROS

Le pouvoir discrétionnaire des préfetures, doublé de ce rôle de prestataire de sécurité, est source d'instabilités juridique et financière. Il est temps de [créer](#) un cadre légal précis pour ces décisions administratives dont les conséquences se mesurent parfois en millions d'euros. Pour le justiciable, le recours au référé d'urgence n'est pas possible la veille de l'ouverture des portes.

Les acteurs du secteur sont responsables, pleinement conscients des risques liés au terrorisme et de la fragilité des services publics soumis à de grandes contraintes, mais cela doit se faire dans la transparence et l'équité. C'est ensemble, de manière concertée et solidaire, que pouvoirs publics et acteurs culturels doivent [agir](#). On ne peut se [limiter](#) à une lecture comptable

pour la sécurité de la culture.

La première étape de ce débat public est une table ronde, mercredi 20 septembre, de 15 h 45 à 17 heures, dans l'auditorium de la Gaité Lyrique, à l'occasion de la « [Paris Electronic Week](#) ».

Les signataires de la tribune : **Aurélien Dubois** (Weather Festival Paris), **Mathieu Guerre Berthelot** et **Gildas Rioualen** (Festival Astropolis), **Jack Lang** (ancien ministre de la Culture, président de l'IMA), **Samuel Raymond** (Freeform), **Tommy Vaudecrane** (Technopol/Techno Parade), **Christophe Vix Gras** (Chevalier des [Arts](#) et des Lettres et défenseur historique des musiques électroniques).